

“Arrêtez de tuer votre peuple!”

C'est l'appel de M^{sr} Monsengwo. Le Sénat montrera-t-il l'issue à la crise ?

Troisième journée de protestations, mercredi, contre le projet du gouvernement d'imposer un recensement avant l'élection du Président et des députés, qui doit se tenir avant octobre 2016 selon la Constitution. Un tel recensement, qui prendrait des années, prolongerait d'autant le pouvoir en place.

Alors que la Fédération internationale des Ligues des droits de l'homme (FIDH) dénombre 42 morts au moins lors des deux premiers jours de protestation et que le gouvernement congolais admet 343 arrestations, les heurts se sont poursuivis mercredi.

Des groupes de jeunes gens protestaient aux cris de “*Kabila dégage*” dans divers quartiers. C'est à l'université, que les tensions étaient les plus fortes; selon plusieurs sources de La Libre Belgique, la police est intervenue de nuit dans les dortoirs pour s'en prendre aux étudiants. Dans l'après-midi, la tension a baissé alors que le Premier ministre était sur place.

Les jeunes gens rafiés

Vers midi, la Garde républicaine (garde présidentielle, qui n'obéit qu'au chef de l'Etat, pas à la hiérarchie de l'armée) a procédé à une rafle à Matete, indique le parti d'opposition UNC, emmenant “*de nombreux jeunes gens vers une destination inconnue*”.

Selon l'opposition, des manifestations ont aussi été dispersées à Goma, Uvira et Mbandaka, tandis qu'à 7h du matin, à Bukavu, “*la place du 24 Novembre était le théâtre d'un face-à-face entre la police et des étudiants de l'université et de l'Institut supérieur de Médecine*”, selon l'UNC.

Dans un communiqué, M^{sr} Monsengwo, archevêque de Kinshasa, a exhorté les autorités: “*Arrêtez de tuer votre peuple !*”. Comme les évêques avaient condamné les projets de modification constitutionnelle destinés à maintenir le président Kabila au pouvoir, le cardinal Monsengwo a “*dé-*

sapprouvé et condamné toute révision de la loi électorale” qui prolongerait “*illégalement les échéances électorales de 2016*”.

Après un débat houleux, mardi, le Sénat a accepté d'examiner le projet de loi controversé. Sa commission “*Politique Administration Justice*” doit rendre son rapport sur le texte ce jeudi, a indiqué à La Libre Belgique le sénateur de la majorité présidentielle Evariste Mabi.

“*Je pense que notre commission va tenir compte du débat de mardi et faire sauter l'obligation de procéder à un référendum*” avant la présidentielle, dit M. Mabi. Si le texte voté par le Sénat est différent de celui adopté en catimini, samedi, par l'Assemblée, “*une commission mixte aura lieu vendredi pour harmoniser les textes*”. En cas de désaccord, c'est le texte de l'Assemblée qui prime, reconnaît M. Mabi. “*Mais je suis optimiste, l'Assemblée va rejoindre la position du Sénat*”.

Si ce pas en arrière du gouvernement devait avoir lieu, on pourrait espérer un retour au calme, alors que les habitants de Kinshasa sont de plus en plus nombreux à redouter que la colère actuelle débouche sur des pillages généralisés comme en 1991 et 1993.

La chape de plomb jetée par les autorités sur les chefs de l'opposition - dont un grand nombre ont été arrêtés sous divers prétextes, depuis 2012 et dernièrement - empêche ceux-ci de canaliser la colère de la rue. Or, la population, exclue des bénéfices de la croissance enregistrée ces dernières années, semble proche du point de rupture.

Marie-France Cros

Les Kinois sont de plus en plus nombreux à redouter des pillages généralisés.